

DECRET N° 2003-331 DU 27 AOUT 2003

portant agrément de la **Société AQUA BLUE SARL**
au régime " A" du Code des Investissements pour
son projet d'implantation d'une usine de production
et d'embouteillage d'eau minérale et d'eau filtrée à
ZOGBODOMEY (département du ZOU) .

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT,
CHEF DU GOUVERNEMENT,**

Vu la loi n°90-032 du 11 décembre 1990 portant constitution de la République du Bénin ;

Vu la loi n°90-002 du 09 mai 1990 portant Code des Investissements ;

Vu la loi n°90-033 du 24 décembre 1990 modifiant les articles 34, 41, 43, 47, 49, 51, 59, 62 et 74 de la Loi n° 90-002 du 09 mai 1990 portant Code des Investissements ;

Vu la Proclamation le 03 avril 2001 par la Cour constitutionnelle des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 22 mars 2001 ;

Vu le décret n°2003-209 du 12 juin 2003 portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 98-453 du 08 octobre 1998 fixant les modalités d'application de la loi n° 90-002 du 09 mai 1990 portant Code des Investissements modifiée par la loi n° 90-033 du 24 décembre 1990 ;

Sur proposition du Ministre d'Etat chargé du Plan, de la Prospective et du Développement après avis de la Commission Technique des Investissements ;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 25 juin 2003 ;

.../...

D E C R E T E

Article 1er : Le projet d'implantation et d'exploitation à ZOGBODOMEY d'une usine de production et d'embouteillage d'eau minérale et d'eau filtrée par la Société AQUA BLUE SARL, est agréé au régime "A" du Code des Investissements pour compter de la date de signature du présent Décret pour :

- une période de trente (30) mois au cours de laquelle la Société AQUA BLUE SARL doit réaliser son programme d'investissement agréé et,
- une période de neuf (09) ans durant l'exploitation.

Article 2 : L'activité, pour laquelle le régime "A" est octroyé, se rapporte exclusivement à la production et la mise en bouteilles d'eau minérale et d'eau filtrée.

Article 3 : Les éléments à exonérer sont :

- un (01) forage + réservoir de stockage + matériel de pompage ;
- un (01) matériel de traitement de l'eau ;
- un (01) équipement emballeuse en pack de 6 bouteilles ;
- une (01) souffleuse, service auxiliaire compresseur haute pression + citerne de stockage air de 500 LT + refroidisseur moule + moules ;
- un (01) dateur à encre colibri II, encoder pour dateur et accessoires ;
- un (01) compresseur basse pression 24 LT M ;
- un (01) tunnel de thermoretraction pour film plastique de sécurité sur bouchon vis plastique ;
- une (01) ligne pour l'embouteillage des bouteilles rondes de 1500 ml, 1000 ml, 500 ml ;
- un (01) stérilisateur UV TE 450 (position 1) équipé d'une lampe UV SPERKTROTHERM type SLR 2536 par l'air ;
- un (01) stérilisateur UV type TE 900 (position 2) équipé d'une lampe UV SPERKTROTHERM type SLR 2581 par l'air ;
- deux (02) pompes de secours ;
- un (01) coffret de secours ;
- un (01) accessoire hydraulique ;
- une (01) unité d'ultra filtration plus filtre de polissage ;
- deux (02) hydrojections pour aspiration ;
- deux (02) stérilisateur UV pour l'eau ;
- un (01) laboratoire portatif DREL/2010 ;
- une (01) unité de fabrication des gallons ;
- une (01) unité de filtration par le sable ;
- un (01) tank de stockage polyéthylène 4000 litres ;
- une (01) unité d'ozonation ;
- une (01) laveuse de bouteilles en acier inox ;

d'eau minérale exportées et sous réserve du respect de la réglementation en vigueur en la matière.

Article 6 : Conformément aux dispositions de l'article 49 de la loi n° 90-002 du 09 mai 1990 portant Code des Investissements, la Société AQUA BLUE SARL bénéficiera d'une exonération des droits et taxes perçus à l'entrée, à l'exception de la Taxe de Voirie, de la Redevance Statistique et du Prélèvement Communautaire de Solidarité, sur les lubrifiants, le gas-oil et le fuel oil utilisés comme matières consommables.

Article 7 : Pendant la période d'agrément et conformément aux dispositions des articles 33, 34, 35, 36, 51 et 52 du Code des Investissements, la Société AQUA BLUE SARL est tenue de respecter les obligations incombant aux bénéficiaires d'un régime privilégié du Code des Investissements. Elle doit en particulier :

- réaliser ses programmes d'investissement et de production contenus dans son dossier agréé ;
- utiliser un personnel comprenant au moins cinq (05) agents béninois et affecter au moins 60 % de la masse salariale totale au personnel béninois du projet ;
- tenir une comptabilité régulière et conforme au Système Comptable Ouest-Africain, quel que soit le chiffre d'affaires réalisé ;
- sauvegarder les conditions écologiques, en particulier l'environnement ;
- poursuivre les objectifs économiques, commerciaux et sociaux du projet de production d'eau minérale et d'eau filtrée pendant au moins cinq (05) ans après l'expiration de la période d'agrément dudit projet.

Article 8 : Dans le cadre de ses activités, la Société AQUA BLUE SARL est tenue de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection, l'amélioration et une bonne gestion de son environnement notamment en ce qui concerne le traitement des eaux usées, des ordures et autres déchets générés par son unité.

Article 9 : Conformément aux dispositions de l'article 17 du Code des Investissements, la Société AQUA BLUE SARL doit séparer les installations physiques, le personnel et la comptabilité du projet de production d'eau minérale et d'eau filtrée, objet du présent Décret, de ceux relatifs à toutes ses autres activités antérieures ou ultérieures.

Article 10 : La Société AQUA BLUE SARL doit se conformer aux dispositions de la Loi n° 90-002 du 09 mai 1990 portant Code des Investissements modifiée par la Loi n° 90-033 du 24 décembre 1990 et du Décret n° 98-453 du 08 octobre 1998 fixant les modalités d'application dudit Code.

- une (01) remplisseuse ;
- douze (12) cartouches de filtration 5 microns ;
- vingt quatre (24) cartouches de filtration 1 micron ;
- huit (08) cartouches de filtration 0,5 micron ;
- un (01) gallon à détergent ;
- une HTH chlore ;
- cinq cents (500) gallons de 20 litres
- cinq cents (500) de 18 litres ;
- un (01) contacteur thermique ;
- sept cent (700) tuyaux distributeurs GLS .
- un (01) véhicule pick-up double cabine de 1,200 tonne ;
- deux (02) camions semi-remorque de 35 tonnes ;
- deux (02) camions TITAN de 60 tonnes ;
- un (01) groupe électrogène ;
- mille cinq cents (500) bouchons-vis ;
- cinq cents (500) gallons de 15 litres ;
- un (01) lot de pièce de rechange.

Article 4 : Les avantages accordés sont :

1- Exonération des droits d'enregistrement à la création.

2° - Pendant la période de réalisation des investissements, exonération des droits et taxes perçus à l'entrée à l'exception de la Taxe de voirie, de la redevance statistique et du prélèvement communautaire de solidarité sur tous les éléments cités à l'article 3 ci-dessus et sur les pièces de rechange spécifiques aux équipements importés dans la limite d'un montant égal à 15 % de la valeur CAF des équipements.

2° - Pendant la période d'exploitation :

- exonération de la patente pendant cinq (05) premières années d'exploitation ;
- pour une durée à préciser dans l'Arrêté conjoint du Ministre chargé de la Prospective et du Développement et du Ministre chargé de l'Industrie, constatant la fin de la réalisation du programme d'investissement :
 - exonération de l'Impôt sur les bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)
 - exemption des droits et taxes de sortie applicables aux bouteilles d'eau filtrée et d'eau minérale fabriquées et exportées par la **Société AQUA BLUE SARL**

Article 5 : Les matières premières et emballages importés par la **Société AQUA BLUE SARL** dans le cadre du bénéfice du Code des Investissements, sont soumis au régime de droit commun donc passibles des droits et taxes en vigueur.

Toutefois, la **Société AQUA BLUE SARL** bénéficiera d'une restitution desdits droits et taxes (DRAWBACK) conformément aux dispositions du Code des Douanes sur les matières premières et emballages importés entrant dans la production d'eau filtrée et

Article 11 : Le règlement des litiges qui résulteraient de l'application du présent Décret se fera conformément aux dispositions des articles 73 et 74 de la loi n° 90-002 du 09 mai 1990 portant Code des Investissements, modifiée par la Loi n°90-033 du 24 décembre 1990.

Article 12 : Le Ministre d'Etat chargé du Plan, de la Prospective et du Développement, le Ministre des Finances et de l'Economie, le Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Promotion de l'Emploi et le Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme Administrative sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent Décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Cotonou, le 27 août 2003

par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,

Mathieu KEREKOU.-

Le Ministre d'Etat chargé du Plan,
de la Prospective et du Développement,

Bruno AMOUSSOU

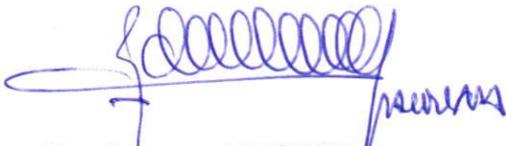
Le Ministre des Finances et
de l'économie,

Grégoire LAOUROU.-

Le Ministre de l'Industrie, du
Commerce et de la Promotion
de l'Emploi,

Fatiou AKPLOGAN.-

Le Ministre de la Fonction Publique, du
Travail et de la Réforme Administrative,



Boubacar AROUNA.-

Le Ministre des Mines, de
l'Énergie et de l'Hydraulique,



Kamarou FASSASSI.-

AMPLIATIONS : PR 6 AN 4 CC 2 CS 2 HAAC 2 CES 2 MCPPD 4 MFPTRA 4
MICPE 4 MFE 4 AUTRES MINISTERES 18 DGBM-DCF- DGTCP- DGID- DGDDI
5 BN-DAN-DLC 3 GCONB-DCCT-INSAE 3 BCP-CSN -IGAA 3 UAC-ENAM-
FADESP 3 UNIPAR-FDSP 02 JO 1.